

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article12627>

Terrorisme : Obama refuse d'épingler la Corée du Nord

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : vendredi 5 février 2010

Spyworld Actu

En refusant de réinscrire Pyongyang sur la liste des Etats soutenant le terrorisme, Barack Obama espère favoriser la reprise du dialogue avec Kim Jong-il.

Resserrer l'étau autour de Kim Jong-il tout en lui ménageant une porte de sortie. Barack Obama cherche la bonne mesure face au dictateur nord-coréen pour relancer des négociations nucléaires dans l'impasse.

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, le président démocrate se montre plus ferme que son prédécesseur George Bush, mais il vient de laisser une nouvelle chance à Pyongyang en lui épargnant un retour sur la liste terroriste des États-Unis. Une mesure pourtant réclamée depuis des mois par de nombreux sénateurs républicains ainsi que certains démocrates.

La Corée du Nord « ne satisfait pas aux critères réglementaires pour être à nouveau désignée comme un État qui soutient le terrorisme », a tranché le président dans une lettre adressée aux parlementaires. Cette mise au point provoque la colère des faucons qui plaident pour de nouvelles sanctions contre le royaume ermite, redoutant des transferts de technologie atomique vers l'Iran ou la Birmanie.

C'est pourtant George Bush, qui avait mis fin en 2008 à vingt ans de présence de la dictature sur la liste noire, dans le cadre d'un accord de dénucléarisation négocié avec Pyongyang. Un échange de bons procédés pour récompenser le début du démantèlement des installations atomiques sur le site de Yongbyon. Avec à la clé la levée de sanctions économiques qui entravaient les trafics du régime mis à l'index au lendemain d'un attentat contre un avion de ligne sud-coréen, en 1987.

Mais fidèle à une tactique éprouvée, une fois empoché ses gains, Kim Jong-il s'est empressé d'oublier ses promesses de bonne conduite en conduisant un second essai atomique en mai dernier. Un défi lancé à Barack Obama, qui avait ouvert la porte au dialogue avec « l'axe du mal », lors de sa campagne. Une provocation qui a relancé aux États-Unis le débat sur un retour de Pyongyang sur la liste noire.

Officiellement, la Maison-Blanche s'abrite derrière un argument juridique : elle ne possède pas de preuve d'une implication récente de la dictature dans des activités terroristes. Mais cette explication cache des arrière-pensées diplomatiques. Obama estime qu'il serait contre-productif d'ajouter de nouvelles sanctions au moment où [le régime s'achemine vers un retour aux pourparlers](#) à six sur le nucléaire, qu'il avait quitté en avril. Kim Jong-il exige au préalable la levée des sanctions votées par l'ONU en juin et qui frappent de plein fouet ses trafics d'armes. Inacceptable, a encore réaffirmé mercredi, Kurt Campbell, le secrétaire adjoint en charge de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en visite à Séoul. Mais en ignorant les faucons du Congrès, Obama tend une perche au dictateur en indiquant qu'il est ouvert à une amélioration des relations bilatérales en cas de progrès sur le nucléaire. Washington veut croire que sa stratégie d'encerclement à coup de sanctions est en train de payer et que l'épuisement économique du régime va le ramener à la table des négociations.

« J'ai le coeur brisé »

Des espoirs confortés par des signes de contestation sans précédent dans le royaume ermite depuis la brutale réforme monétaire imposée le 30 novembre. Une opération qui visait à remplir les caisses de l'État en spoliant les petits entrepreneurs enrichis par le commerce avec la Chine, mais qui « s'est retournée contre le régime », estime Park -Sun-song, de l'Université Dongguk, à Séoul. Au point de conduire à des violences physiques contre les

Terrorisme : Obama refuse d'épingler la Corée du Nord

autorités, selon le réseau DailyNK, qui a des sources infiltrées dans le pays. Signe de l'inquiétude au sommet de l'État, le responsable de la réforme aurait été limogé. Et Kim Jong-il lui-même s'est livré à un rare mea culpa admettant que la population du « paradis socialiste » ne mangeait pas à sa faim. « J'ai le coeur brisé », a déclaré le « Soleil du XXIe siècle », promettant de faire désormais de l'approvisionnement en riz sa priorité.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/internationa...>